

F. 94 — 71

[C — 27603]

9 DECEMBRE 1993. — Décret relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Au sens du présent décret on entend par :

1° « habitation » : immeuble ou partie d'immeuble où le bénéficiaire de la subvention a sa résidence principale, à l'exclusion des parties communes;

2° « ménage à revenu modeste » : ménage disposant de revenus d'une nature et d'un montant déterminés par le Gouvernement;

3° « guichet de l'énergie » : le service reconnu et subventionné par la Région wallonne, mis en place en vue de donner aux particuliers des informations personnalisées en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie;

4° « organismes non commerciaux » : écoles, hôpitaux, piscines, et autres services à la collectivité, associations sans but lucratif et associations de fait poursuivant un but philanthropique, scientifique, technique ou pédagogique, dans les domaines de l'énergie, de la protection de l'environnement ou de la lutte contre l'exclusion sociale.

CHAPITRE II

De la subvention accordée aux ménages à revenu modeste, en vue de réaliser des économies d'énergie

Art. 2. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut accorder des subventions aux ménages à revenu modeste, en vue de les encourager à effectuer des achats ou des travaux leur permettant de réaliser des économies d'énergie ou de l'utiliser rationnellement.

Les fournitures et travaux doivent consister en des investissements mobiliers ou immobiliers permettant auxdits ménages de réduire de manière substantielle leurs dépenses en matière d'énergie ou d'acquérir un confort décent.

Art. 3. Lorsque les travaux consistent en des investissements immobiliers à effectuer dans un immeuble dont un membre du ménage à revenu modeste est le locataire, la subvention est conditionnée à l'accord du bailleur d'assurer au locataire la jouissance de l'immeuble dans les conditions fixées par le Gouvernement.

Art. 4. Le Gouvernement arrête les modalités d'instruction des dossiers et d'octroi des subventions, notamment en ce qui concerne :

1° l'avis préalable du guichet de l'énergie du ressort;

2° les achats et les types de travaux qui peuvent être couverts par les subventions ainsi que la manière dont leur bonne exécution est vérifiée;

3° le montant maximal de la subvention.

La subvention est versée directement à celui qui effectue le travail ou la fourniture.

CHAPITRE III

De la subvention accordée aux personnes physiques, en vue de réaliser des investissements tendant à économiser l'énergie ou à utiliser des énergies renouvelables

Art. 5. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut accorder des subventions aux personnes physiques, en vue de réaliser dans leur habitation des investissements ou des travaux leur permettant d'économiser l'énergie ou d'utiliser des énergies renouvelables.

Art. 6. Le Gouvernement arrête le montant maximal des subventions ainsi que les conditions et modalités de leur octroi. Il détermine notamment les types d'investissements et travaux ainsi que les types d'énergies renouvelables qui peuvent être pris en considération.

CHAPITRE IV. — De la subvention accordée aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux,

en vue de la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie ou des énergies renouvelables

Art. 7. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut accorder des subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour les inciter à utiliser rationnellement l'énergie ou les énergies renouvelables.

Dans les mêmes limites, il peut leur accorder des subventions pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie ou des énergies renouvelables.

Art. 8. Le Gouvernement arrête le montant maximal des subventions, ainsi que les conditions et les modalités d'octroi. Il détermine notamment les types d'énergies renouvelables qui peuvent être pris en considération.

CHAPITRE V. — De la subvention accordée aux entreprises,

en vue de la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie ou des énergies renouvelables

Art. 9. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut accorder des subventions aux entreprises industrielles, agricoles ou commerciales ainsi qu'aux fédérations professionnelles, pour les inciter à utiliser rationnellement l'énergie ou les énergies renouvelables.

(1) Session 1993-1994.

Documents du Conseil 177 (SE 1992-1993), nos 1 à 6.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 30 novembre 1993.

Discussion — Vote.

Art. 10. Le Gouvernement arrête le montant maximal des subventions, ainsi que les conditions et modalités d'octroi.

Il détermine notamment les types d'énergies renouvelables qui peuvent être pris en considération.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 9 décembre 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures.

G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,

A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,

G. MATHOT

Le Ministre des Transports,

A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 71

[C — 27603]

9. DEZEMBER 1993. — Dekret über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien (1)

Der Wallonischen Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es :

KAPITEL I. — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter :

1° « Wohnung » : Gebäude oder Gebäudeteil, wo der Begünstigte des Zuschusses seinen Hauptwohnsitz hat, mit der Ausnahme der Gemeinschaftsräumen;

2° « Haushalt mit bescheidenem Einkommen » : Haushalt, der über Einkünfte verfügt, deren Natur und Betrag von der Regierung bestimmt werden;

3° « Energieschalter » : der von der Wallonischen Region anerkannten und subventionierten Schalter, der eingerichtet worden ist, um den Privatpersonen individuelle Informationen über die rationale Energiebenutzung zu geben;

4° « nichtkaufmännischen Einrichtungen » : Schulen, Krankenhäuser, Schwimmbäder und andere Dienststellen für die Gemeinschaft, Vereinigungen ohne Erwerbszweck und faktische Vereine, die eine philanthropische, wissenschaftliche, technische oder pädagogische Absicht in den Bereichen der Energie, des Umweltschutzes oder der Bekämpfung von sozialem Ausschluß verfolgen.

KAPITEL II. — *Den Haushalten*

mit bescheidenem Einkommen gewährte Zuschüsse zwecks der Energieeinsparungen

Art. 2. Soweit es die verfügbaren Haushaltsmittel erlauben, kann der Regierung den Haushalten mit bescheidenem Einkommen Zuschüsse gewähren, um sie bei den Einkäufen oder der Ausführung von Arbeiten, die die Energieeinsparungen oder eine rationale Energiebenutzung ermöglichen, zu unterstützen.

Die Lieferungen und Arbeiten sollen in Mobiliën- oder Immobilieninvestitionen bestehen, die den besagten Haushalten die Möglichkeit geben, entweder ihre Energieausgabe bedeutend zu verringern oder eine annehmbare Bequemlichkeit zu genießen.

Art. 3. Wenn die Arbeiten in Immobilieninvestitionen bestehen, die in einem Gebäude, von dem ein Mitglied des Haushalts mit bescheidenem Einkommen Mieter ist, auszuführen sind, wird der Zuschuß dem Einverständnis des Vermieters bedingt, dem Mieter die Nutzung des Gebäudes unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen zu sichern.

Art. 4. Die Regierung legt die Modalitäten für die Bearbeitung der Akten und für die Gewährung der Zuschüsse, insbesondere was das Folgende betrifft, fest :

1° das vorherige Gutachten des zuständigen Energieschalters;

2° die Einkäufe und die Natur der Arbeiten, die durch die Zuschüsse gedeckt werden können und die Überprüfungsweise ihrer guten Ausführung;

3° den Höchstbetrag des Zuschusses.

Der Zuschuß wird demjenigen, der die Arbeit oder die Lieferung leistet unmittelbar, eingezahlt.

(1) *Sitzungsperiode 1993-1994*

Ratsdokumente 177 (SE 1992-1993) Nrn. 1 bis 6.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 30. November 1993.

Diskussion. — Abstimmung.

KAPITEL III. — *Den natürlichen Personen zwecks der Ausführung von Investitionen zur Energieeinsparung oder zur Benutzung erneuerbarer Energien gewährte Zuschüsse*

Art. 5. Soweit es die verfügbaren Haushaltsmittel erlauben, kann die Regierung den natürlichen Personen Zuschüsse gewähren, um sie bei der Ausführung von Investitionen oder von Arbeiten in ihrem Haushalt, die die Energieeinsparungen oder die Benutzung erneuerbarer Energien ermöglichen, zu unterstützen.

Art. 6. Die Regierung legt den Höchstbetrag der Zuschüsse sowie die Bedingungen und Modalitäten ihrer Gewährung fest. Sie bestimmt insbesondere die Natur der Investitionen und Arbeiten sowie die Arten erneuerbarer Energien, die berücksichtigt werden können.

KAPITEL IV. — *Den Personen öffentlichen Rechts und den nichtkaufmännischen Einrichtungen zwecks der Förderung der rationalen Energiebenutzung und der erneuerbaren Energien gewährte Zuschüsse*

Art. 7. Soweit es die verfügbaren Haushaltsmittel erlauben, kann die Regierung den Personen öffentlichen Rechts und den nichtkaufmännischen Einrichtungen Zuschüsse gewähren, um sie dazu anzureizen, die Energie oder die erneuerbaren Energie rational zu benutzen.

Innerhalb derselben Grenzen kann sie ihnen Zuschüsse zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien gewähren.

Art. 8. Die Regierung legt den Höchstbetrag der Zuschüsse sowie die Bedingungen und Modalitäten ihrer Gewährung fest. Sie bestimmt insbesondere die Arten erneuerbarer Energien, die berücksichtigt werden können.

KAPITEL V. — *Den Betrieben zwecks der Förderung der rationalen Energiebenutzung oder der erneuerbaren Energien gewährte Zuschüsse*

Art. 9. Soweit es die verfügbaren Haushaltsmittel erlauben, kann die Regierung den industriellen, landwirtschaftlichen oder kaufmännischen Betrieben Zuschüsse gewähren, um sie anzureizen, die Energie oder die erneuerbaren Energien rational zu benutzen.

Art. 10. Die Regierung legt den Höchstbetrag der Zuschüsse sowie die Bedingungen und Modalitäten ihrer Gewährung fest. Sie bestimmt insbesondere die Arten erneuerbarer Energien, die berücksichtigt werden können.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 9. Dezember 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezuschußten Arbeiten,
G. MATHOT

Der Minister des Transportwesens,
A. BAUDSON

Der Minister der öffentlichen Arbeiten,
J.-P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 71

[C — 27603]

9 DECEMBER 1993. — Decreet betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « woning » : gebouw of gebouwgedeelte waar de toelagebegunstigde zijn hoofdverblijf heeft, de gemeenschappelijke gedeelten uitgezonderd;

2° « gezin met een bescheiden inkomen » : het gezin dat beschikt over inkomens waarvan de aard en het bedrag door de Regering worden bepaald;

3° « energieloket » : de door het Waalse Gewest erkende en gesubsidieerde dienst die de particulieren informatie verschaft i.v.m. rationeel energiegebruik;

(1) *Zitting 1993-1994*

Stukken van de Raad 177 (BZ-1992-1993) Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag — Openbare vergadering van 30 november 1993.

Bespreking — Stemming.

4° « niet-commerciële instellingen » : scholen, ziekenhuizen, zwembaden en andere gemeenschapsdiensten, verenigingen zonder winstdoel en feitelijke verenigingen die een filantropisch, wetenschappelijk, technisch of pedagogisch doel nastreven op het gebied van energie, milieubescherming of bestrijding van sociale uitsluiting.

HOOFDSTUK II. — Toelage aan gezinnen met een bescheiden inkomen met het oog op energiebesparingen

Art. 2. Binnen de perken van het beschikbare begrotingskrediet kan de Regering toelagen toekennen aan gezinnen met een bescheiden inkomen om ze aan te sporen tot aankopen of werken die energiebesparingen of rationeel energiegebruik mogelijk maken.

De leveringen en werken moeten bestaan in roerende of onroerende investeringen die de gezinnen in staat stellen hun energieuitgaven aanzienlijk te verminderen of een redelijk comfort te genieten.

Art. 3. Indien de werken bestaan in onroerende investeringen die te verrichten zijn in een gebouw waarvan de huurder deel uitmaakt van een gezin met een bescheiden inkomen, is de toelage onderworpen aan het akkoord van de verhuurder waarbij de huurder het genot van het gebouw wordt, gewaarborgd onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

Art. 4. De Regering stelt de modaliteiten vast voor het onderzoek van de dossiers en de toekenning van de toelagen, met name wat betreft :

- 1° het voorafgaand advies van het energieloket van het ambtsgebied;
- 2° de aankopen en soorten werken die door de toelagen kunnen gedekt worden, alsmede de wijze waarop wordt nagegaan of ze goed worden uitgevoerd;
- 3° het maximumbedrag van de toelage.

De toelage wordt rechtstreeks uitgekeerd aan de persoon die het werk of de levering verricht.

HOOFDSTUK III. — Toelage aan natuurlijke personen voor investeringen i.v.m. energiebesparingen of het gebruik van hernieuwbare energieën

Art. 5. Binnen de perken van het beschikbare begrotingskrediet kan de Regering toelagen toekennen aan natuurlijke personen voor investeringen of werken in hun woning met het oog op energiebesparingen of het gebruik van hernieuwbare energieën.

Art. 6. De Regering stelt het maximumbedrag van de toelagen vast, alsmede hun toekenningsvoorwaarden en -modaliteiten. Zij bepaalt met name de soorten investeringen en werken, alsmede de soorten hernieuwbare energieën die in aanmerking kunnen worden genomen.

HOOFDSTUK IV. — Toelage aan publiekrechtelijke rechtspersonen en niet-commerciële instellingen voor de bevordering van een rationeel energiegebruik of hernieuwbare energieën

Art. 7. Binnen de perken van het beschikbare begrotingskrediet kan de Regering toelagen toekennen aan publiekrechtelijke rechtspersonen en niet-commerciële instellingen om ze aan te sporen tot het rationele gebruik van energie of hernieuwbare energieën.

Binnen dezelfde perken kan ze hen toelagen toekennen voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen of hernieuwbare energieën.

Art. 8. De Regering stelt het maximumbedrag van de toelagen vast, alsmede de toekenningsvoorwaarden en -modaliteiten. Zij bepaalt met name de soorten hernieuwbare energieën die in aanmerking kunnen worden genomen.

HOOFDSTUK V. — Toelage aan bedrijven voor de bevordering van rationeel energiegebruik of hernieuwbare energieën

Art. 9. Binnen de perken van het beschikbare begrotingskrediet kan de Regering toelagen toekennen aan nijverheidsondernemingen, landbouw- en handelsbedrijven, alsmede aan bedrijfsfederaties om ze aan te zetten tot het rationele gebruik van energie of hernieuwbare energieën.

Art. 10. De Regering stelt het maximumbedrag van de toelagen vast, alsmede de toekenningsvoorwaarden en -modaliteiten. Zij bepaalt met name de soorten hernieuwbare energieën die in aanmerking kunnen worden genomen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 9 december 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,
G. MATHOT

De Minister van Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,
J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN